

AMRC
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE DE CHÂTEAUBRIANT

Les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant présentent

LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

1940-1945

Amicale de Châteaubriant Voves - Rouillé - Aincourt

MRN MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

NaCVG

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE
Liberté Égalité Fraternité

ACADÉMIE DE NANTES
Liberté Égalité Fraternité

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté Égalité Fraternité

ÉDITO

L'association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant (AMRC) a le plaisir de vous présenter sa nouvelle exposition temporaire intitulée :
« Les étrangers dans la Résistance, 1940-1945 ».

Comme chaque année, cette réalisation s'inscrit dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), coordonné par le ministère de l'Éducation nationale. Le thème choisi nous invite à porter un regard renouvelé sur l'histoire de la Résistance en France et sur l'engagement de celles et ceux qui, venus d'ailleurs, choisirent de combattre l'occupant et le régime de Vichy.

Dès les premières heures de l'Occupation, des étrangers figurèrent parmi les pionniers de la Résistance. Réfugiés politiques, antifascistes, exilés, immigrés ou encore agents des forces alliées, ils furent nombreux à s'engager dans des réseaux, des mouvements et des groupes de résistance. Leur engagement prit des formes multiples : renseignements, propagande, aide aux persécutés, évasion, sabotage ou lutte armée.

Cette exposition souhaite ainsi rendre visibles des parcours longtemps demeurés dans l'ombre. L'exemple de Missak Manouchian et de ses camarades, dont la reconnaissance nationale a connu une nouvelle étape avec leur entrée au Panthéon en 2024, rappelle avec force la place des étrangers dans l'histoire de la Résistance. Mais derrière les figures désormais connues se trouvent aussi des centaines de femmes et d'hommes, de nombreuses nationalités, dont les actes de courage ont contribué à la libération de la France.

Ce travail muséographique, fruit de plusieurs mois de recherches et d'échanges, est le résultat de l'engagement passionné du Collectif Histoire. Enseignants, étudiants, retraités et bénévoles y ont uni leurs compétences et leurs sensibilités pour concevoir une exposition à la fois rigoureuse, accessible et profondément humaine. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés.

Présentée à partir du samedi 17 octobre 2026 à l'étage du Musée de la Résistance à Châteaubriant, l'exposition sera également disponible en prêt et en location sous ses deux formats itinérants. Elle contribuera ainsi à faire connaître cette histoire auprès des scolaires et du grand public, en Loire-Atlantique et bien au-delà.

Nos partenaires institutionnels, culturels et économiques nous accompagnent avec fidélité dans cette mission : le Réseau des Musées de la Résistance nationale, les Archives départementales de Loire-Atlantique (44), ainsi que l'ensemble des services de l'État, collectivités territoriales et mécènes privés. Leur soutien constant rend possibles ces projets de transmission de la mémoire.



En donnant à voir la diversité des nationalités, des parcours et des engagements, cette exposition rappelle que la Résistance fut aussi une histoire transnationale et profondément plurielle. Elle s'adresse particulièrement à la jeunesse : pour qu'elle découvre ces destins, comprenne les valeurs qui animèrent ces femmes et ces hommes et mesure, aujourd'hui encore, l'importance de l'engagement citoyen.



Gilles Bontemps
Président de l'association des Amis
du Musée de la Résistance de Châteaubriant

L'ENGAGEMENT DES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

Entre 1940 et 1945, plusieurs dizaines de milliers d'étrangers d'étrangers ont participé à la Résistance et à la libération de la France. La plupart sont arrivés en France durant l'entre-deux-guerres pour travailler dans l'agriculture, l'industrie, les mines, comme les Polonais, les Italiens, les Espagnols, les Belges. D'autres ont fui la répression dans leur pays d'origine, cherchant en France une terre d'asile, comme les antifascistes italiens, les antinazis allemands ou autrichiens. D'autres encore, ont voulu échapper aux persécutions antisémites, comme les Juifs d'Europe centrale et de l'Est réfugiés en France. Si plusieurs centaines de milliers sont naturalisés français avant-guerre, la France compte près de 2,5 millions d'étrangers en 1936, auxquels viennent s'ajouter près de 500 000 républicains espagnols contraints à l'exil en 1939 du fait de la victoire des franquistes en Espagne.

Bien que confrontés à la xénophobie, accentuée par la crise économique des années 1930, et enfermés dans des camps pour ceux d'entre eux considérés comme potentiellement dangereux pour la France, nombre de ces étrangers choisissent de s'engager dans l'armée française en tant que combattants ou travailleurs après l'entrée en guerre en septembre 1939.

L'occupation allemande et la mise en place de l'État français marquent une rupture. Le régime de Vichy cible les étrangers et met en œuvre une politique de surveillance et d'exclusion conduisant à l'internement de ceux désignés comme faisant partie de l'Anti-France. Sont visés plus particulièrement les étrangers membres ou proches des organisations antifascistes ou communistes, mais aussi les Juifs étrangers. Victimes des persécutions antisémites comme l'ensemble des Juifs de France, les Juifs étrangers sont les premiers à être internés dès 1940 par l'État français puis déportés à partir de 1942 par l'occupant allemand dans le cadre d'une collaboration policière de plus en plus étroite. À mesure que la guerre se prolonge et que la perspective d'une libération de la France s'approche, la Résistance est de plus en plus fréquemment montrée comme étant composée d'étrangers, forcément judéo-communistes, agissant contre les intérêts du peuple français. Cette propagande haineuse, dont l'efficacité interroge, se double d'une répression de plus en plus brutale contre les résistants étrangers, force d'appoint souvent déterminant dans l'action clandestine.

En effet, les étrangers, hommes et femmes, ont été nombreux à s'engager dans la Résistance, selon des motivations qui ont pu varier dans le temps et dans l'espace. Certains ont intégré les groupes de résistants qui se sont constitués là où ils vivaient, avec lesquels ils ont pu entrer en contact, pour soutenir leurs camarades français dans leur lutte pour libérer le territoire occupé et restaurer la république démocratique supprimée le régime de Vichy. D'autres se sont engagés au nom du combat antifasciste, souvent commencé hors de France avant-guerre et trouvant en France occupée un prolongement évident. D'autres ont rallié la Résistance en France avec la volonté de lutter contre un ennemi commun, afin de lui porter des coups, de l'affaiblir, pour contribuer à la victoire et/ou à la libération de leur patrie d'origine.

Quelles que soient ses motivations, souvent entremêlées, l'engagement individuel ou collectif des étrangers a pris des formes variées. Ce sont d'abord la contre-propagande, le renseignement, l'aide aux pourchassés puis, quand les moyens d'action peuvent être réunis, le sabotage et la lutte armée. Dans tous ces domaines, les étrangers ont pu prendre une part importante : les républicains espagnols ont apporté leur expérience de la guerre contre les franquistes, les Polonais l'efficacité de leur organisation clandestine, les Italiens et les Allemands leur connaissance des occupants, les Juifs d'Europe centrale leur détermination pour prendre en charge les victimes des persécutions menacées par les déportations. Tous ont fait preuve d'un immense courage, pouvant passer au gré des circonstances d'une forme d'engagement à une autre, prenant des risques assumés et le payant au prix de leur vie pour beaucoup.

Si les étrangers ont été célébrés comme leurs camarades français au moment de la libération de la France, le souvenir de leur engagement s'est rapidement estompé. La volonté de restaurer l'unité nationale et de redonner à la France une place importante en Europe et dans le monde, la présence souvent minoritaire des étrangers sur le territoire et dans les organisations portant la mémoire de la Résistance n'ont pas permis de rendre l'hommage qui leur étaient dû à ces hommes et à ces femmes qui ont pourtant lié leur destin à celui du peuple français.

Le travail mené depuis des années par les acteurs de cette histoire puis par les historiens permet d'avoir une vision plus précise de l'engagement des étrangers dans la Résistance et d'en mesurer la portée réelle. Cette connaissance a contribué à multiplier les hommages locaux, aboutissant à l'hommage national autour de la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian en 2024. Cette reconnaissance ne doit cependant pas se limiter au seul travail d'histoire et de mémoire. Elle doit interpeller chacun d'entre nous sur le sens et la portée des principes universels qui fondent notre République - liberté, égalité, fraternité -, quand il s'agit de faire société et définir les règles du vivre-ensemble. L'engagement des étrangers dans la Résistance nous rappelle que ces valeurs sont partagées au-delà de la nationalité et qu'il est de notre devoir de les protéger, hier comme aujourd'hui, pour que chaque être humain sur le territoire de la République française soit reconnu pleinement dans ses droits et contribue à construire la France de demain, ici et maintenant.



Éric Brossard
agrégé d'Histoire, conseiller pédagogique
du réseau du Musée de la Résistance nationale

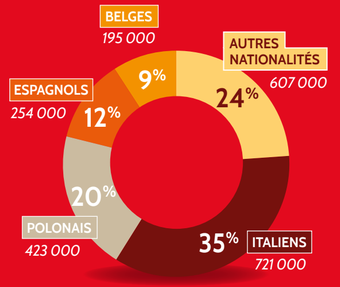
Seul le règlement officiel du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) fait foi.

+D'INFOS SUR AMRC.fr

LA FRANCE AVANT VICHY :
LE PAYS DE LA NATION CHOISIE

LA PLACE DES ÉTRANGERS EN 1939

Entre 1921 et 1931, le nombre d'immigrés a doublé, passant de 1,5 à 3 millions, soit 8 % de la population, faisant de la France le 1er pays d'immigration, devant les États-Unis.



Au moment du recensement de 1936, la France compte encore 2,2 millions d'étrangers. La crise économique et les mesures restrictives qui l'accompagnent (loi du 10/08/1932 créant des quotas) ont entraîné des départs.

Il faut y ajouter de nombreux réfugiés fuyant les persécutions des régimes fascistes et les dictatures : 150 000 Juifs étrangers (autant que de Français juifs), essentiellement polonais et allemands, ainsi que 80 000 Arméniens, 30 000 Allemands, 30 000 Autrichiens (après l'*Anschluss*) et d'autres d'Europe centrale et de l'Est (Hongrois, Tchèques, Slovaques, Russes, Ukrainiens) arrivés entre 1936 et 1940.



© Centre national de la photographie, Paris / AFNOR

Arrivée de familles polonaises en bateau au port de Calais en 1923.

UNE CONCEPTION DE LA NATION EXCEPTIONNELLE

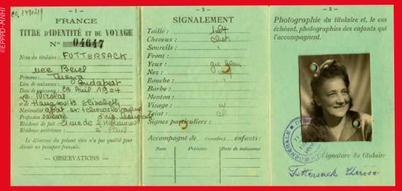


Depuis la Révolution française, la France est vue comme une terre d'asile. « Heureux comme un Juif en France », disent ceux qui veulent fuir les pogroms, les persécutions et la crise économique en Russie et en Pologne.

De même, les antifascistes italiens, allemands ou autrichiens y affluent, convaincus d'être en sécurité dans « le pays des droits de l'Homme. »

Quoiqu'un peu idéalisée, et malgré les difficultés de l'intégration et la montée de la xénophobie liée à la crise économique dans les années 1930, cette image s'appuie avant tout sur l'exception que représente la France dans sa conception de la nation.

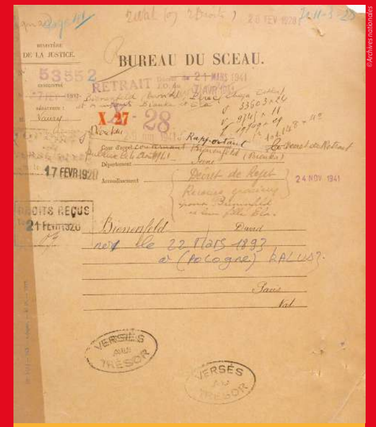
Depuis la Révolution française, et encore plus depuis 1870, faire nation n'est pas une affaire de sang dans l'idéal républicain, mais d'adhésion à des principes, peu importe l'origine, la religion ou même la langue, telle la nation en armes de 1792.



© RMN-Grand Palais

Titre d'identité et de voyage de Thérèse Futtersack, imprimé et encre avec tampons et tirage photographique noir et blanc sur papier cartonné, 12,5 cm x 90 cm, don de monsieur Futtersack, musée national de l'histoire de l'immigration, inv. 2008.78.1

La couleur verte du titre indique qu'il s'agit d'une carte pour "non travailleurs", sa qualité d'apatride est également inscrite, en usage dans les années 1930.



© Archives nationales

Couverture du dossier de naturalisation déposé par David Bienenfeld

TERRE D'IMMIGRATION

La France de la IIIe République est donc le pays du droit du sol, où « tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française ».

Ce droit est encore étendu avec la naturalisation de 485 000 étrangers entre 1927 et 1940 (loi de 1927).

Cela n'empêche pas les arrière-pensées (démographie en berne, manque de main-d'œuvre), la xénophobie (massacre d'Italiens à Aigues-Mortes en 1893), les mesures répressives (renvoi d'immigrés dans les années 1930), ou l'internement d'étrangers (Espagnols, Tsiganes, perçus comme étrangers) dans des camps au début de la guerre.

Mais en 1939, aucun pays ne porte un tel projet d'assimilation : là où les États-Unis recensent leur population par communautés, la IIIe République interdit la recension de la religion ou de l'origine ethnique.

+D'INFOS SUR AMRC.fr

VICHY, L'OBSESSION DE L'ÉTRANGER

Armistice du 22 juin 1940 :
Vichy livre à l'Allemagne nazie les réfugiés qu'elle réclame

Loi du 16 juillet 1940 :
Élargissement des possibilités de déchoir de la qualité de Français les étrangers ayant acquis la nationalité française

Loi du 17 juillet 1940 :
Éviction de la fonction publique de tous ceux qui ne possèdent pas la nationalité française « à titre originaire, comme étant nés de père français »

Loi du 22 juillet 1940 :
Révision de toutes les naturalisations accordées depuis 1927

Loi du 23 juillet 1940 :
Loi ciblant les Français libres « ayant quitté le territoire français métropolitain [ou les territoires d'outre-mer, ajoute la loi du 10 septembre] entre le 10 mai et le 30 juin 1940 pour se rendre à l'étranger, sans ordre de mission régulier émanant de l'autorité compétente ou sans motif légitime » qui sont donc déchus de la nationalité française

Loi du 27 septembre 1940 :
Réquisition des réfugiés et apatrides pour les besoins de la nation en temps de guerre (hommes étrangers entre 18 et 55 ans)

Loi du 4 octobre 1940 :
« Sur les ressortissants étrangers de race juive » (le lendemain du 1er statut des Juifs) qui permet de faire interner ces derniers « dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de leur résidence »

DES MESURES CIBLÉES

À peine installé, le régime de Vichy prend des mesures ciblant les « étrangers ».
Pour Vichy, les étrangers ne sont pas seulement les immigrés et les réfugiés, ce sont ceux considérés comme « mauvais Français ».
Tous sont clairement une cible prioritaire pour le nouveau régime.

UN VÉRITABLE RÉGIME DE TRAVAIL FORCÉ POUR CEUX QUE VICHY CONSIDÈRE COMME « INUTILES »

Du fait de quotas d'étrangers par profession, de nombreux étrangers se retrouvent sans travail et donc sans ressources, y compris ceux enrôlés dans l'Armée et démobilisés après l'armistice.

Les hommes de Vichy multiplient alors les camps d'hébergement ou d'internement pour surveiller cette population étrangère jugée dangereuse.

Face à la pénurie de main-d'œuvre et sous la pression de l'occupant, les étrangers perçus comme improductifs sont mis au travail forcé par Vichy dans le cadre des Groupements de travailleurs étrangers (GTE), sous surveillance étroite, sans salaire, sans libre choix de l'employeur, et sans aucune législation encadrant leur travail. En mars 1942, près de 37 000 hommes, principalement des Espagnols, mais aussi des soldats belges, polonais ou tchécoslovaques démobilisés, sont mis à la disposition des autorités d'occupation pour l'Organisation Todt.

UNE XÉNOPHOBIE QUI NE DOIT RIEN AUX CIRCONSTANCES

Reprenant l'obsession de « l'anti-France », Vichy institutionnalise la xénophobie, avec des mesures comme la dissolution des « sociétés secrètes », l'épuration de la fonction publique, l'exclusion des Juifs de toutes les fonctions politiques, économiques ou sociales, etc. À côté de « l'anti-France », il y a aussi les « mauvais Français » : les Juifs, mais aussi les étrangers devenus français trop facilement et les Français qui ont trahi la France en allant rejoindre de Gaulle. Tous sont donc exclus de la communauté des Français.

Vichy s'inscrit ainsi dans la lignée de l'Action française.



Le camp Franco à Montoir-de-Bretagne accueillant des Groupes de travailleurs étrangers requis pour la construction de la Base sous-marine



PREMIÈRE ANNÉE. — N° 3 — Le Numéro quotidien : Cinq Centimes — LUNDI 23 MARS 1908

L'ACTION FRANÇAISE

ORGANE DU NATIONALISME INTÉGRAL

Tout ce qui est national est nôtre. — Le Duc d'Orléans.

Extrait du journal de l'Action française, n°3 du 23 mars 1908, manuel d'histoire de 1ère, Bertrand-Lacoste, 1997

« *Seuls les intéressés, les nigauds et les pauvres primaires ignorants pourront se soustraire à cette évidence : LA RÉPUBLIQUE C'EST LE MAL (...).*

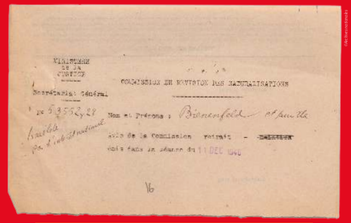
Régime abominable, la République est décidément condamnée, et la seule inquiétude de la raison française tient à ce qu'on ignore qui l'on mettra à la place de ce qui est. NOUS Y METTRONS LE ROI. »

« BONS » ET « MAUVAIS FRANÇAIS »

Directement inspirée de la législation nazie de juillet 1933, la loi de juillet 1940 s'inscrit dans cette logique de séparer « bons » et « mauvais Français » : elle concerne en théorie 648 000 personnes issues de l'immigration et naturalisées depuis 1927, 1 million en englobant les enfants. 15 154 personnes perdent ainsi leur nationalité française entre le 1er novembre 1940 et le 23 mai 1944.

Il s'agit avant tout de rompre avec la IIIe République et de détruire une de ses mesures phares, en même temps que de régler des comptes avec le Front populaire (les 1ers dossiers examinés sont les naturalisations de 1936, 1937 et 1938). La Commission de révision des naturalisations est formée de nombreux proches de l'Action française, agissant avant tout par antisémitisme et xénophobie, ciblant les Juifs en fonction de noms ou de professions supposés israélites, mais également les communistes.

L'étranger, figure de l'altérité et de l'assimilation républicaine, est donc bien la cible privilégiée de Vichy. Cette persécution joue sans aucun doute un rôle majeur dans l'engagement des étrangers dans la résistance, intérieure comme extérieure.

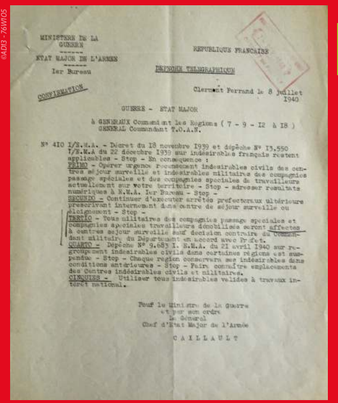


Papillon de la Commission de révision des naturalisations, dossier Bienenfeld

LA RÉSISTANCE ÉTRANGÈRE EN FRANCE

Si leur histoire a longtemps été oubliée, des milliers d'étrangers ont joué un rôle essentiel dans la Résistance. Réfugiés politiques, exilés, immigrés ou combattants volontaires, ils ont pris des risques considérables pour continuer à défendre leurs valeurs dans une nation qui n'était pas la leur.

Dès les années 1930, la France accueille en effet de nombreux réfugiés fuyant les dictatures et les persécutions : des Espagnols vaincus après la guerre civile de 1936-1939, des Italiens opposés au fascisme de Mussolini, des Allemands et des Autrichiens ayant fui le nazisme, des Juifs d'Europe centrale et orientale menacés par les politiques antisémites...



MINISTERE DE LA GUERRE
ETAT MAJOR DE L'ARMEE
1er Bureau

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPECHE TELEGRAPHIQUE

Clermont Ferrand le 8 Juillet 1940

CONFIDENTIEL

GUERRE - ETAT MAJOR

A GENERAUX Commandant les Regions (7 - 9 - 12 & 13)
GENERAL Commandant T.O.A.F.

N° 410 2/R.A.L. - Decret du 18 novembre 1939 et dépêche N° 13.550 7/R.A.L. du 20 décembre 1939 sur indésirables français devront applicables - Stop - En conséquence :
PREMIER - Opérer urgence rassemblement indésirables civils des compagnies passage séjour surveillé et indésirables militaires des compagnies passage séjour surveillé et des compagnies spéciales de travailleurs actuellement en votre territoire - Stop - adresser resultats numériques à B.M.I. - Fin Decembre - Stop -
DEUXIEME - Continuer d'évacuer arrêtés préfectoraux dès leurs prescrivant internement à destination de séjour surveillé ou éloignement - Stop -
TROISIEME - Tous militaires des compagnies passage spéciales et compagnies spéciales travailleurs étrangers seront affectés à centres séjour surveillé sauf décision contraire du Ministre Secrétaire d'Etat du Département en accord avec B.C.A.
QUATRE - Dépêche N° 9.683 1. R.M.A. du 21 avril 1940 sur rapatriement indésirables civils dans certaines régions est suspendu - Stop - Chaque région conservera ses indésirables dans conditions antérieures - Stop - Faire connaître emplacements des centres indésirables civils et militaires.
CINQUIEME - Utiliser tous indésirables valides à travaux interêt national.

Pour le Ministre de la Guerre
et par son ordre
Le Général
Chef d'Etat Major de l'Armée
CAILLAULT

#ADG - 2XXV/05

Consignes de contrôle des « indésirables » français et étrangers, 8 juillet 1940

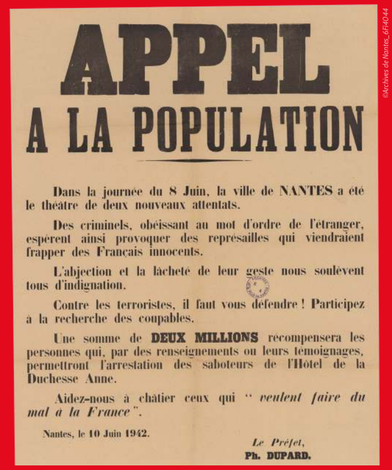


En juin 1939, après près de six mois en mer pour rien, les exilés allemands fuyant le nazisme arrivent dans le port de Boulogne-sur-Mer.

©Getty - Hulton Archives

Les Espagnols républicains comptent parmi les plus nombreux des résistants étrangers. Après avoir connu les camps d'internement français, beaucoup rejoignent les maquis ou les réseaux de sabotage : l'expérience militaire acquise pendant la guerre d'Espagne en fait des combattants particulièrement efficaces.

C'est le cas de Cristino García Granda, qui rejoint les maquis du sud-ouest où les Espagnols sont particulièrement présents. Les immigrés italiens antifascistes sont également très actifs, à l'image de Spartaco Fontanot, membre du groupe Manouchian.



APPEL
A LA POPULATION

Dans la journée du 8 Juin, la ville de NANTES a été le théâtre de deux nouveaux attentats.

Des criminels, obéissant au mot d'ordre de l'étranger, espèrent ainsi provoquer des représailles qui viendraient frapper des Français innocents.

L'abjection et la lâcheté de leur geste nous soulèvent tous d'indignation.

Contre les terroristes, il faut vous défendre ! Participez à la recherche des coupables.

Une somme de **DEUX MILLIONS** récompensera les personnes qui, par des renseignements ou leurs témoignages, permettront l'arrestation des saboteurs de l'Hôtel de la Duchesse Anne.

Aidez-nous à châtier ceux qui " *veulent faire du mal à la France* ".

Nantes, le 10 Juin 1942.

Le Préfet,
Ph. DUPARD.

©Archives de Nantes_4F140144

Appel à la délation du préfet Dupard 10 juin 1942



Spartaco FONTANOT



Thomas ELEK

©28 ©Archives Préfecture de Police de Paris – GB177

UNE RÉPRESSION SÉVÈRE

Des Polonais comme Marcel Rajman, des Hongrois comme Thomas Elek, des Roumains comme Olga Bancic, des Tchécoslovaques comme Arthur London ou encore des Allemands antifascistes comme Otto Kühne s'engagent eux aussi dans les réseaux de Résistance.

Cet engagement se paie souvent au prix fort. Les résistants étrangers sont particulièrement surveillés par les autorités allemandes et par la police française de Vichy.

Beaucoup sont arrêtés, torturés, déportés dans les camps de concentration ou fusillés. Leur statut d'étranger les expose parfois à une répression encore plus sévère, les nazis cherchant à présenter la Résistance comme une œuvre menée par des « éléments étrangers ».



Mon cher Papa 21 février 1944
Ma chère Maman
Ma Chère sœur

Dans quelques minutes, je serai parti rejoindre Néron, car mon exécution par fusillade aura lieu aujourd'hui à 15 heures.

Mon cher papa, je meurs, mais il ne faut pas que la douleur vous abatte, toi et maman : il faut que vous soyez forts, comme je le suis en ce moment. Ma mort n'est pas un fait extraordinaire : il ne faut pas que l'on ne s'en étonne ni que l'on se lamente. Tant d'hommes meurent sur le front et sous les bombardements qu'il n'est pas du tout étrange que moi, soldat, je tombe à mon tour.

Oui, je comprends qu'il sera dur pour vous qui m'aimez de ne plus me voir, mais, encore une fois, je vous en supplie, ne pleurez pas.

Je vous écris ces lignes d'une main ferme : la mort ne me fait pas peur.

J'aurais voulu vous serrer encore une fois contre mon cœur, mais je n'en ai pas le temps.

Durant ma captivité, j'ai souvent pensé à vous, mais je n'ai jamais eu un moment de faiblesse.
J'espère qu'il en sera de même pour vous.

Mes chers parents, je termine cette courte lettre en vous serrant fort dans mes bras et en vous criant : « Courage ! »

Papa, Maman, Petite sœur
Adieu

Lettre de Spartaco Fontanot adressée à ses parents et sa sœur avant son exécution

"LE SANG DE L'ÉTRANGER"
LA MAIN-D'ŒUVRE IMMIGRÉE À PARIS

La Main d'œuvre immigrée à Paris (MOI), née de la volonté du Parti communiste français (PCF) d'organiser, dès les années 20, les travailleurs étrangers, est reconstituée après la débâcle par Louis Gronowski, Jacques Kaminski et Artur London malgré le profond désarroi provoqué dans ses rangs par le Pacte germano-soviétique. Les Italiens qui ont combattu Mussolini, les républicains espagnols, les Juifs allemands ou polonais restent profondément anti-fascistes et anti-nazis.

La MOI mène d'abord essentiellement des actions de propagande. La section juive organise aussi le secours aux familles touchées par le chômage et les premières rafles.

En juin 1941, l'opération Barbarossa provoque un grand soulagement : « L'URSS se trouvait là où nous voulions la voir [...] » écrit Louis Gronowski dans ses mémoires.

Dès lors le PCF et la MOI s'engagent dans la lutte armée.

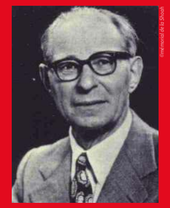
En avril 1942, le PCF rassemble ses groupes armés dans les FTP (Francs-tireurs et partisans). Les FTP-MOI sont organisés en quatre détachements : roumain-bulgare-arménien (dont Manouchian), juif, italien, « dérailleurs » constitué d'anciens brigadistes, tel son chef hongrois Boczor, plus une « équipe spéciale ».

La rafle du Vel d'Hiv renforce l'engagement de jeunes Juifs dans la MOI.

> *« Le jour où j'ai tué mon premier Allemand, je n'ai pas pu retourner dans ma planque. J'avais besoin de me retrouver dans un milieu qui m'était cher. Ma tante avait une bouteille de rhum et je me suis saoulé, et je chialais : « j'ai tué ».*
>
> *Ma tante ne comprenait rien. Mais ensuite j'avais un truc. Au moment où je visais, je faisais apparaître devant mes yeux une photo de mes parents et de mes frères, et je tirais. »*
>
> Maurice Zilber



Artur LONDON



Ludwik « Louis » GRONOWSKI

Fin 1942 et durant l'année 1943, la MOI mène en région parisienne une véritable guérilla urbaine : sabotages, attaques de locaux et exécutions.

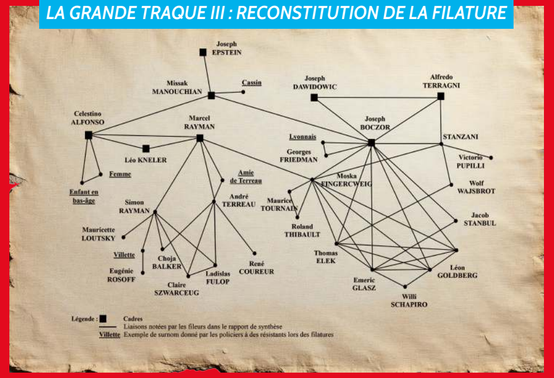
En 1943, 149 actions sont menées : une tous les deux jours. Les cibles sont repérées par le service de renseignements, dirigé par Cristina Boïco. Ces actions créent une situation d'insécurité pour les Allemands et montrent que la Résistance est active dans la capitale.

FILATURES & ARRESTATIONS

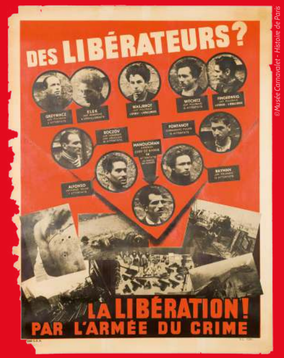
La police de Vichy traque la MOI : plusieurs vagues d'arrestations déciment ses rangs. En janvier 1943, la 2e brigade des Renseignements généraux arrête 57 jeunes Juifs, dont Henri Krasucki âgé de 19 ans.

Cent jours de filatures aboutissent à l'arrestation, le 16 novembre, de Missak Manouchian et Joseph Epstein, puis Marcel Rayman et Olga Bancic... Au total, 68 militants : l'équipe spéciale et le détachement des dérailleurs n'existent plus. L'essentiel du détachement italien est capturé.

LA GRANDE TRAQUE III : RECONSTITUTION DE LA FILATURE



Schéma, d'après « Le sang de l'étranger », S.Courtois, D.Peschanski, A.Rayski. Ed. Fayard



L'Affiche rouge



Le 28 septembre 1943, un groupe composé de Manouchian, Léo Kneler, Alfonso et Marcel Rayman exécute Julius Ritter, adjoint de Sauckel chargé de l'organisation du STO.

+D'INFOS sur AMRC.fr

LA MAIN-D'ŒUVRE IMMIGRÉE
EN ZONE SUD

Sous le commandement de Marcel Langer et de Jacob Insel, tous deux anciens membres des Brigades internationales en Espagne, la 35e brigade se met en place à l'automne 1942 à Toulouse, alors que les Allemands viennent d'envahir la zone Sud.

Les premières opérations (sabotages d'installations électriques, incendies de camions allemands) se font en coopération avec la 2e Brigade de guérilleros espagnols (Haute-Garonne), dirigée par José Linares Díaz, ancien commandant de l'armée républicaine espagnole.

Après l'arrestation de Marcel Langer le 5 février 1943, Jan Gerhard, ancien officier polonais, en prend la tête.

En plus de s'attaquer aux occupants, la 35e brigade s'en prend aux représentants de Vichy : le 10 octobre 1943, le procureur Lespinasse qui avait requis la peine de mort contre Marcel Langer est exécuté.

En novembre 1943, la brigade organise une action à la bombe contre les Allemands en réponse à l'exécution de quatre jeunes résistants condamnés à mort par un tribunal militaire allemand.

Malgré l'arrestation par la police française, en décembre 1943, des frères Claude et Raymond Lévy ainsi que Jacob Insel, les actions se poursuivent jusqu'en avril 1944 : attaques de casernes, hôtels, tramways, cinémas, restaurants fréquentés par les Allemands, exécutions de personnalités de la collaboration ...

©Mémorial Franco-Belge pour les 2 articles de presse

Au Tribunal spécial de Toulouse

UN JUIF POLONAIS est condamné A MORT pour détention d'explosifs

Toulouse, 11 mars. — A l'audience du tribunal spécial institué à la cour d'appel de Toulouse et présidé par M. Faÿ, président de chambre, a comparu aujourd'hui un juif polonais, Mendel Langer, 39 ans, ajusteur-fraiseur à Toulouse, 13, rue des Pénitents-Blancs, accusé de détention d'explosifs.

D'après ses explications, Langer avait été chargé, le 6 février dernier, par un ami, dont il n'a pas révélé le nom, d'aller à la gare Saint-Agne prendre livraison d'une valise, et cette valise lui avait été effectivement remise de la main à la main, à l'arrivée du train de Bayonne, par un voyageur qu'il a dit lui être inconnu.

Mais ses allures et ses allées et venues avaient paru suspectes à un gardien de la paix de service à la gare. Langer fut aussitôt arrêté, et, la valise ouverte, il fut constaté qu'elle contenait des cartouches d'explosifs, lesquelles auraient été fabriquées à Pauillie (Pyr.-Or.)

Sur le réquisitoire sévère de M. Lespinasse, avocat général, et après une plaidoirie de Me Arnal, ancien bâtonnier, il a été condamné à la peine de mort.

La Dépêche du Midi du 12 mars 1943



©AMICAL

Carte d'identité de Marcel LANGER

A TOULOUSE

M. Pierre LESPINASSE

avocat général a la Cour

tombe victime d'un attentat

Toulouse, 10 octobre. — Un odieux attentat a été commis ce matin, vers 8 h. 45, contre M. Pierre Lespinasse, avocat général près la cour d'appel de Toulouse, qui est tombé, sur l'allée du Pont-des-Demoiselles, mortellement atteint de quatre coups de feu tirés par un terroriste. Celui-ci, son acte criminel accompli, s'est enfui à bicyclette.

©Mémorial Franco-Belge pour les 2 articles de presse

La Dépêche du Midi du 11 octobre 1943

CARMAGNOLE À LYON

C'est à l'été 1942 qu'apparaît le premier embryon de ce qui sera le détachement Carmagnole à Lyon. Il est constitué de militants communistes éprouvés, dont certains ont fait la guerre d'Espagne dans les Brigades internationales ainsi que de quelques membres des Jeunesses communistes. Tous sont des étrangers d'origine juive.

À la veille du Débarquement, Lyon compte entre cinquante et soixante combattants FTP-MOI permanents.

Ces combattants opèrent essentiellement en zone urbaine. Ce combat se cristallise autour des actions menées contre les troupes ennemies, attaques de détachements de militaires allemands, d'édifices qu'ils fréquentent, de garages qui abritent leurs camions... Il y a aussi les attentats individuels qui visent aussi bien les troupes d'occupation que les membres de la Milice.

L'appareil économique au service des Allemands et du gouvernement de Vichy est aussi visé. Le nombre des actions effectuées révèle l'intense activité de ces FTP-MOI : 240 actions pour Carmagnole de février 1943 au 23 août 1944.

Cette organisation a été parmi les plus actives de la résistance lyonnaise.



©Mémorial de la Shoah / Coll. David Diamant

Un groupe F.F.I. juifs de LYON.



©MRDI Jaine

Le 13 novembre 1943, la Résistance fait sauter le polygone d'Artillerie de Grenoble, Collection MRDI

LIBERTÉ À GRENOBLE

C'est au printemps 1943 que Marcel Gaist (alias Marcel Gaubert), étudiant juif d'origine hongroise, fonde le bataillon Liberté à Grenoble au sein des FTP. De jeunes Juifs communistes souvent d'origine étrangère s'engagent dans la lutte armée et mènent des actions de sabotage pour nuire à l'effort de guerre ennemi.

À Grenoble, durant la nuit du 13 au 14 novembre 1943, la Résistance dynamite le dépôt allemand de munitions du polygone d'Artillerie.

En septembre 1943, après le renversement de Mussolini et la signature par l'Italie d'un armistice, les troupes allemandes occupent les régions alpines. Les membres du bataillon Liberté multiplient alors leurs actions au péril de leur vie. Il existe une forte porosité entre le bataillon Liberté à Grenoble et le bataillon Carmagnole de Lyon, groupes francs des FTP-MOI qui ont les mêmes objectifs et les mêmes cadres.

+D'INFOS SUR AMRC.fr

LES ÉTRANGERS DANS LA FRANCE LIBRE

La France libre est le mouvement de résistance militaire et politique fondé à Londres par le général de Gaulle après son appel du 18 juin 1940. Son but était de continuer la guerre contre l'Allemagne nazie aux côtés des Alliés et de refuser l'armistice du maréchal Pétain.



Photographie inconnue/ECPAD/Défense

Grande-Bretagne Couleurs françaises et pavillon de la France libre flottant au mât d'un bâtiment des Forces navales françaises libres (FNFL)
Réf. : LONDRES 118-31

Les « Français libres » sont les militaires (professionnels ou civils volontaires) ayant fait partie des Forces françaises libres (FFL) entre le 18 juin 1940 (appel du général de Gaulle) et le 31 juillet 1943 (ce qui exclut l'ex-Armée d'Afrique du général Giraud).

Il faut y ajouter les agents affiliés au Comité national français, les personnels civils et administratifs (comme René Cassin ou René Pleven) et les Français libres de l'intérieur (58 000 hommes et femmes du Bureau central de renseignements et d'action-BCRA). Tous sont donc en rupture avec le régime de Vichy et les officiers qui lui sont restés fidèles après l'armistice.

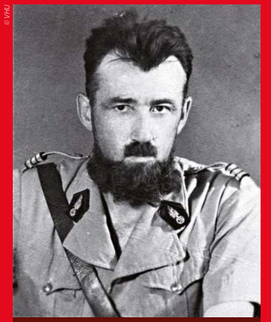
Au sens large, la moitié de ces Français libres ne possédait ni la nationalité ni la citoyenneté française : 30 000 sujets de l'Empire colonial français mais pas citoyens, ils furent nombreux à combattre dès 1940 (Polynésiens, Kanaks, Maoris, Syriens, Malgaches, etc.) puis en 1943-1944 (Nord-Africains du général Juin qui s'illustrent au Mont-Cassin ou lors du débarquement en Provence en août 1944 avec le général de Lattre) et jusqu'à la capitulation allemande.

Au sens plus restreint, sur 73 000 Français libres (hors coloniaux), 2 800 à 3 000 étaient des étrangers (6%) de plus de 60 nationalités différentes : Espagnols (17%), Polonais (9,6%), Belges (9,4%), Allemands et Autrichiens (6,6%), mais aussi Italiens, Russes, Britanniques, Tchèques, Roumains, etc. Cela peut paraître peu au regard de la Résistance intérieure, mais il fût encore bien plus difficile aux étrangers qu'aux Français de rejoindre Londres en 1940.



© Studio Harcourt

Joséphine Baker, américaine, sous-lieutenant de l'armée de l'air des Forces françaises libres, avec la commandante Alla Dumesnil, à Alger en 1944. Joséphine Baker est, le 23 mai 1944, officiellement engagée pour la durée de la guerre à Alger, dans l'armée de l'air, et devient sous-lieutenant, rédactrice première classe, échelon officier de propagande. Elle travaille avec le général de Gaulle au lycée Fromentin d'Alger.



© V.M.J.

Otto Wagner, communiste tchécoslovaque qui a fait Saint-Cyr comme étranger en 1923, sert en France en 1939 et une fois en Angleterre, choisit les FFL et non la légion tchèque. Il s'engage dans la 13e DBLE, il s'illustre à Bir Hackeim, est blessé à El Alamein et finit la guerre à l'état-major auprès du général de Larminat, chef des FF de l'Ouest.

CERTAINS PARMI CES FRANÇAIS LIBRES SONT PARTICULIÈREMENT CÉLÈBRES



© Musée d'Histoire vivante, coll. Contribution citoyenne

Laissez-passer d'Anna Marly. Anna Marly russe, a composé la musique et les paroles russes du Chant des Partisans.

Un quart de ces étrangers a rejoint la Légion étrangère à la suite du ralliement à de Gaulle de la 13e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) à l'été 1940 : Espagnols, Belges, Italiens, Polonais et Juifs d'Europe centrale. Ils sont au départ plutôt mal vus par les officiers, car très politisés (militants antifascistes).

FOCUS SUR LES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS

Ces militants anti-franquistes, bien que rétifs à l'autorité militaire et avant tout dans une démarche politique, sont autour de 500 dans les FFL.

Ils intègrent surtout au départ la 13e DBLE puis la 2e division blindée de Leclerc : les hommes de la 9e Compagnie *(la Nueve)* du 3e bataillon du régiment de Marche du Tchad sont ainsi les premiers à entrer dans Paris le 24 août 1944 puis assurent la sécurité personnelle du général de Gaulle lors de sa descente des Champs-Élysées le 26 août.



© DOD

Le half-track Guernica de la Nueve (véhicule blindé avec des chenilles à l'arrière) descend les Champs-Élysées après la libération de Paris, le 26 août 1944

+D'INFOS SUR AMRC.fr

LA RÉSISTANCE ÉTRANGÈRE EN LOIRE-INFÉRIEURE

À l'exception de certains Italiens, comme Paolo Rossi, peu de résistants étrangers étaient déjà installés en Loire-Inférieure avant la guerre. Les résistants espagnols arrivent dans cette région éloignée de la frontière suite à un enchaînement d'événements.

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Après la *Retirada*, qui provoque l'exode d'un demi-million de civils et de combattants républicains, les réfugiés espagnols subissent l'internement dans des camps ouverts à la hâte dans le Sud-Ouest de la France. Pour échapper aux rapatriements de force vers l'Espagne, beaucoup d'entre eux s'engagent dans les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE), créées pour faire participer les travailleurs étrangers à l'effort de guerre.



© Archives de Saint-Nazaire - DR

Centre d'accueil espagnol de Penhoët (mars 1939)

PAOLO ROSSI



© Collection privée FERRARIS

Né le 10 décembre 1907 à Cassola (Italie). Entrepreneur en maçonnerie, Paolo Rossi s'installe à Doulon au début des années 1930. Président de la Ligue italienne des droits de l'Homme de Nantes et militant communiste, il s'engage dans la Résistance. En octobre 1942, il devient responsable du Front national de Doulon.

Il est arrêté par la police française le 11 février 1943 pour attentats. Déporté en Allemagne le 6 septembre 1943, il est fusillé à Tübingen où son corps est déposé à l'institut anatomique. Paolo Rossi est déclaré « Mort pour la France » le 2 juillet 1947. Il est le père de l'écrivain nantais Paul-Louis Rossi.

Certaines de ces CTE sont ensuite transférées dans l'Ouest de la France. À partir de septembre 1940, la politique répressive du régime de Vichy contre les étrangers transforme les CTE en GTE (Groupements de travailleurs étrangers) et met à la disposition des Allemands cette main-d'œuvre dans le cadre de l'Organisation Todt, pour la construction du mur de l'Atlantique et des bases sous-marines.

La plupart des Espagnols qui résident alors en Loire-Inférieure appartiennent à ces CTE puis GTE : le département en compte 10, dont le plus grand centre est le camp Franco situé à Montoir-de-Bretagne, affecté à la construction de la base sous-marine de Saint-Nazaire.



Collection particulière J.D.C.

Probablement la gare SNCF de Savenay : Groupe de réfugiés espagnols de la 185e CTE devant les wagons qui leur servent de lieu d'hébergement. Au premier plan et de gauche à droite : José Ruiz de Galarreta Pascual - le lieutenant Joaquín Ferrándiz Boj - Agapito Pérez - Antonio Nieto Sandoval Díaz pilote chef de la 3e escadrille de chasseurs Polikarpov I-15.



© Archives AREMORS

Camp Franco à Montoir, Gron



© Collection Bourg-Le

ALFREDO GOMEZ OLLERO

Bien qu'étroitement surveillés, les vaincus de la guerre d'Espagne se réorganisent clandestinement, notamment au sein du Parti communiste espagnol (PCE), pour reprendre le combat, cette fois contre l'occupant nazi et le régime de Vichy.

Ils prennent contact avec des responsables clandestins du Parti communiste français (PCF) et du Front national de Libération de Saint-Nazaire. Des liens se tissent aussi avec la région nantaise par l'intermédiaire de Alfredo Gomez Ollero, chargé de constituer des groupes de guérilleros armés, dits *Grupo especial*.

À son apogée, l'organisation clandestine du PCE compte dans le département plus de 80 adhérents et 16 membres du *Grupo especial*.

Si leur action repose d'abord sur la diffusion de tracts et de journaux en espagnol et en catalan, l'expérience de la lutte armée contre le franquisme leur permet d'aider techniquement la résistance locale autour de militants comme Joan Escuer Gomis. Ils participent à des actions de sabotage et prélèvent sur les chantiers le matériel nécessaire à la fabrication d'explosifs pour ravitailler les groupes armés, en particulier l'Organisation spéciale (OS) du PCF.

LES FEMMES ÉTRANGÈRES RÉSISTANTES

L'histoire des femmes étrangères dans la Résistance est longtemps restée triplement invisibilisée.

HISTOIRES DE FEMMES

D'abord parce qu'elles sont des femmes dans un récit longtemps centré sur les hommes résistants, chefs militaires, maquisards et combattants armés. Ensuite parce qu'elles sont étrangères, la mémoire nationale de la Résistance se focalisant sur les résistants français. Enfin parce que les missions qui leur sont confiées sont souvent qualifiées d'« auxiliaires », bien qu'indispensables au fonctionnement des réseaux clandestins : agentes de liaison, secrétaires, faussaires, photographes, infirmières, convoyeuses d'armes, organisatrices de filières d'évasion ou de sauvetage d'enfants.

Moins présentes dans la lutte armée, elles jouent pourtant un rôle essentiel aux côtés des maquisards.

Les maquis, créés à partir de 1943 pour accueillir les réfractaires au Service du travail obligatoire (STO) sont organisés comme des unités militaires et n'ont pas vocation à recevoir des femmes, même si celles-ci y interviennent de manière décisive assurant les liaisons, ravitaillant les combattants, et soignant les blessés.

Une exception remarquable apparaît en mai 1944 en Lorraine, quand 37 femmes russes et biélorusses, déportées en France comme travailleuses forcées, parviennent à s'évader avec l'aide de résistants. Elles constituent alors un détachement autonome appelé *Rodina* (« patrie » en russe) : organisé de manière indépendante, ce maquis féminin s'inspire des unités féminines de l'Armée rouge.

SAUVETAGE

MÈRE MARIE SKOBTSOV (1891-1945)



©Domaine public

Poétesse russe exilée après la Révolution de 1917, devenue religieuse orthodoxe à Paris sous le nom de Mère Marie, elle transforme son foyer de la rue de Lourmel en refuge clandestin. Avec le père Dimitri Klepinine, elle cache des Juifs, des résistants et des évadés, leur fournit de faux certificats de baptême et de faux papiers. Arrêtée par la Gestapo en 1943, elle meurt au camp de Ravensbrück en mars 1945 et sera reconnue Juste parmi les Nations en 1985.

MILA RACINE (1919-1945)



©Domaine public

Née à Moscou dans une famille juive ayant fui la Révolution russe, Mila Racine grandit en France. À partir de 1942, elle rejoint les Éclaireurs israélites de France et participe au sauvetage d'enfants juifs menacés de déportation. Elle organise leur passage clandestin vers la Suisse, leur fournit de faux papiers et les accompagne jusqu'à la frontière. Arrêtée par la Gestapo en octobre 1943 alors qu'elle conduit un groupe d'enfants, elle est emprisonnée puis déportée au camp de Ravensbrück. Transférée dans un convoi en avril 1945, elle meurt lors du bombardement du train qui la transporte quelques jours avant la capitulation allemande.

RENSEIGNEMENT

VERA OBOLENSKI (1911-1944)



©La Bibliothèque de l'Intimisme photographie

Issue de l'aristocratie russe réfugiée en France après la Révolution de 1917, Véra Obolenski est secrétaire de l'Organisation civile et militaire (OCM), l'un des plus grands mouvements de Résistance de la zone occupée. Infiltrée dans l'Organisation Todt chargée de construire le mur de l'Atlantique, elle transmet de précieux renseignements aux Alliés. Arrêtée en 1943, elle est guillotinée à Berlin le 4 août 1944. Lors de son interrogatoire, elle déclare : « Je suis née russe, j'ai passé toute ma vie en France, je ne veux trahir ni ma patrie, ni celle qui m'a offert asile. »

NOUR INAYAT KHAN (1914-1944)



©Domaine public

Née à Moscou d'un père indien et d'une mère américaine, Nour Inayat Khan est une agente britannique du Special Operations Executive (SOE). Envoyée en France comme opératrice radio clandestine, elle assure les communications entre les réseaux résistants et Londres, malgré une répression de plus en plus intense. Arrêtée par la Gestapo, elle refuse de livrer ses camarades malgré les interrogatoires. Déportée au camp de concentration de Dachau, elle y est exécutée en septembre 1944.

PARTICIPATION À LA LUTTE ARMÉE

OLGA BANCIC (1912-1944)



©Mémorial MOI

Née en Roumanie, Olga Bancic est membre des FTP-MOI. Elle transporte des armes, prépare des explosifs et récupère le matériel après les attentats. Arrêtée avec le groupe Manouchian en novembre 1943, elle n'est pas fusillée avec ses camarades : les autorités allemandes refusent alors d'exécuter une femme en France. Déportée en Allemagne, elle est décapitée à Stuttgart le 10 mai 1944. Son engagement reste longtemps méconnu : alors que Missak Manouchian reçoit la Médaille de la Résistance en 1971, Olga Bancic ne sera décorée que quarante ans plus tard.

CRISTINA BOÏCO (1916-2002)



©Mémorial MOI

Née en Roumanie dans une famille juive, Cristina Boïco arrive à Paris en 1938 pour poursuivre des études de biologie à la Sorbonne. Elle rejoint les FTP-MOI sous le pseudonyme de « Monique ». Grâce à ses connaissances scientifiques, elle récupère des produits chimiques dans les laboratoires de la Sorbonne afin de fabriquer des explosifs. Elle met également en place le service de renseignements des FTP-MOI, centralisant et vérifiant les informations nécessaires à la préparation des opérations clandestines. Son travail contribue notamment à l'organisation d'actions spectaculaires, dont l'exécution par les FTP-MOI en septembre 1943 de Julius Ritter, responsable du Service du travail obligatoire (STO).

+ D'INFOS sur AMRC.fr

LA RÉPRESSION CONTRE LES ÉTRANGERS EN LOIRE-INFÉRIEURE

Les actions de renseignements assurées par le SPAC (Service de police anticommuniste) et les services locaux de police entraînent, en 1942, de nombreuses arrestations au sein de la résistance communiste nantaise. Parmi les personnes arrêtées figurent de nombreux résistants espagnols, ce qui désorganise fortement le Parti communiste espagnol du département.

INCULPATIONS ET PROPAGANDE



LE PHARE
QUOTIDIEN RÉGIONAL
N° 43.169 — ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 12, Place du Commerce - NANTES — Tél. de jour : 140.85 et 147.86. Tél. de nuit : 122.96 — 12e Année — UN Franc — Vendredi 28 Août 1942

cérémonies
lieu à Paris

« Ils se cachent dans les plis de notre drapeau pour mieux commettre leurs crimes. »

Une vaste opération policière et de salut public met fin, dans la région nantaise, à une redoutable organisation terroriste à la solde de Moscou

Depuis des mois, les malfaiteurs multipliaient attentats et crimes de droit commun : 101 Français et 42 Espagnols arrêtés

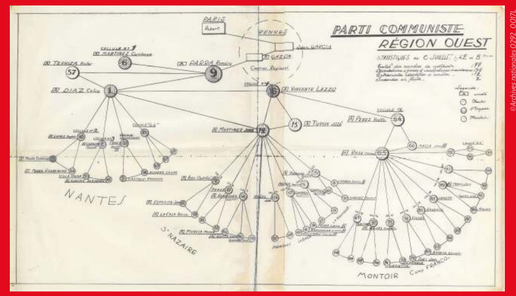
NANTES.—Le 1er mars, l'agglomération nantaise, déjà bien éprouvée par la guerre, se disait encore trop vive pour tempe. Nantes retenait du bruit que, dans la région, était mise au pillage, qu'il avait besoin d'en rappeler des explosions depuis trop

↑ *Journal Le Phare du 28 août 1942*

© Archives de Nantes

L'objectif des arrestations était de casser des réseaux entiers et de préparer des procès exemplaires pour alimenter la propagande contre la résistance.

Inculper à tout prix des étrangers, en les présentant avec leurs camarades français comme des criminels de droit commun, est une priorité des autorités relayée par la presse collaborationniste. 5 d'entre eux sont jugés à Nantes par un tribunal militaire allemand alors que les autres sont transférés à Paris pour être présentés devant la cour spéciale de Paris.



© Archives nationales 0292_0015

Dressé par le SPAC en juillet 1942, cet organigramme résulte d'informations livrées par un traître proche de la direction parisienne du Parti communiste espagnol clandestin, de filatures et d'interrogatoires de 43 Espagnols déjà arrêtés. Alfredo Gomez Ollero apparaît dans la section de Nantes placé hiérarchiquement sous Diaz Celso. →



© AMRC_LF

PROCÈS DES 42

En janvier 1943, le « procès des 42 » s'ouvre à Nantes. C'est le procès le plus important en zone occupée par le nombre d'exécutions.

Les 5 Espagnols jugés aux côtés de 40 autres accusés sont tous d'anciens combattants de l'armée républicaine réfugiés en France.

Accusés d'organisation terroriste et de transport d'armes, ils sont condamnés à mort après un procès entièrement à charge. Lors de son réquisitoire, le procureur Gottlob déclare :
« Ils auraient été dans l'armée du crime, même s'il n'y avait pas de communisme ».

Les 5 Espagnols sont fusillés le 13 février 1943, au terrain militaire du Bêle à Nantes.

← *Stèle des fusillés espagnols du « Procès des 42 » au cimetière de La Chapelle-Basse-Mer (44)*

Benedicto Blanco Dobarro, Basilio Blasco Martin, Ernesto, Prieto Hidalgo et Miguel Sanchez Tolosa, étaient tous membres du Grupo especial. Installés à Blain, ils sont arrêtés à Saint-Nazaire en septembre 1942, où ils s'étaient cachés après le vaste coup de filet dirigé contre les républicains espagnols de la région. Alfredo Gomez Ollero est arrêté le même mois près de Nozay.

Beaucoup moins médiatisé que le précédent, le « procès des 16 » compte également un étranger parmi les accusés : l'italien Paolo Rossi. Responsable du Front national de Doulon qui rassemble notamment des résistants italiens et espagnols, il est arrêté en février 1943 avant d'être jugé et condamné en août par le tribunal allemand de Nantes. Déporté en Allemagne, Paolo Rossi est fusillé à Tübingen le 20 novembre 1943.

Si la cour spéciale de Paris se montre moins implacable que les tribunaux nantais, elle condamne toutefois en décembre 1943 des Espagnols à des peines d'emprisonnement. Après avoir effectué plusieurs mois de prison en France, Joan Escuer Gomis ou encore Téodoro Benito Morales sont déportés à Dachau en juin 1944. 7 autres Espagnols arrêtés en Loire-Inférieure sont envoyés au camp d'internement de Rouillé, dans la Vienne.



© Archives de Nantes

↑ *Fiche de police de Joan ESCUER GOMIS*

Ayant rejoint le maquis de Vaugeton, ces derniers sont massacrés avec 24 de leurs camarades de combat à l'issue d'une attaque de la *Wehrmacht* le 27 juin.

+D'INFOS SUR AMRC.fr

LA MÉMOIRE DES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

« Nul ne semblait vous voir Français de préférence,
Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant,
Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants
Avaient écrit sous vos photos MORTS POUR LA FRANCE »

Louis Aragon, « L'Affiche rouge », in Le Roman inachevé (1956)

UNE LONGUE INVISIBILISATION

L'apport des étrangers à la Résistance a longtemps été négligé et peu étudié.

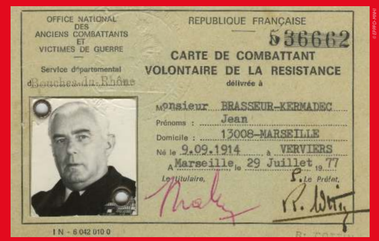
Gaullisme et communisme ont entretenu le mythe résistancialiste d'une France quasi unanimement résistante, dans lequel l'étranger n'avait guère de place. Cette occultation est encore plus forte pour les femmes et pour les combattants juifs (que Vichy considérait comme étrangers) dans la Résistance.

Cela peut tout de même sembler étonnant, tant les étrangers ont participé à de nombreuses guerres de l'histoire de France (bataille de Crécy, Gardes écossais et suisses de l'Ancien Régime, Garibaldiens dans la guerre de 1870, volontaires étrangers en 1914-1918).

Quelques rares ouvrages dénotent pourtant dans cet oubli général :

- Gaston Laroche (Colonel F.T.P.F. Boris MATLINE, il a été durant toute l'Occupation un des dirigeants de la Résistance immigrée dans notre pays), *On les nommait des étrangers* (1965).

- Plus récemment, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI* (1994) de Denis Peschanski.


OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE
Service départemental Bouches-du-Rhône

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
536662
CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE
délivrée à

Monsieur BRASSEUR-KERMADEC
Prénoms : Jean
Domicile : 13008-MARSEILLE
Né le 9.09.1914 à VERVIERS
A Marseille, le 29 Juillet 19 77
Le titulaire, Le Préfet,

IN - 6 042 010 0

Jean Brasseur-Kermadec naturalisé français en 1947, est l'un des 60 étrangers à être fait Compagnon de la Libération.

Carte de combattant volontaire de la résistance, de Jean Brasseur-Kermadec, 1977, Marseille, imprimé et encre avec tirage photographique sur papier cartonné, 7,6 cm x 11 cm, don de Madame Bénédicte Kermadec, Musée national de l'histoire de l'immigration, inv. 2010.25.11.1

Mais où sont les Allemands, les Autrichiens, les Sénégalais et Malgaches et tant d'autres engagés dans la Résistance, dans nos manuels d'histoire, dans nos rues, sur nos monuments ?

UN BILAN ASSEZ EXCEPTIONNEL

On estime à environ 40 000 le nombre d'étrangers engagés dans la Résistance intérieure en 1944, pour une population totale de 2,5 millions en 1939.

On peut estimer que proportionnellement les étrangers se sont engagés 2 à 3 fois plus que les Français dans la Résistance, ce qui peut sans doute s'expliquer par la politique xénophobe de Vichy, mais aussi par le combat politique contre le fascisme et/ou par l'adhésion aux principes républicains.

C'est ce qu'Adam Rayski (FTP-MOI) appelle « l'intégration par le sang ».

UNE MÉMORIALISATION TARDIVE ET LARGEMENT INACHEVÉE

Aujourd'hui, des noms de rues, de stations de métro, des plaques et quelques monuments honorent parfois des étrangers :

Le Panthéon a récemment accueilli des figures étrangères majeures de la Résistance :

- **Joséphine Baker**, pour sa carrière dans le music-hall mais aussi pour son rôle dans les FFL,

- **Missak Manouchian** (Arménien à qui on avait refusé sa naturalisation), sa femme Mélinée et son groupe de FTP-MOI,

- **Marc Bloch**, profondément français et républicain, et pourtant considéré comme étranger, parce que Juif, par Vichy.

Pour autant, le rôle des étrangers reste largement absent de la mémoire collective française.

Ainsi, même si la République n'a pas toujours été à la hauteur de la vision idéalisée qu'ils en avaient, les étrangers résistants ont porté haut les principes sur lesquels elle s'est bâtie et ont grandement contribué à reconstruire l'unité nationale qui est sortie des rangs de la Résistance.



Cimetière de Terre-Cabade à Toulouse - Monument à Marcel Langer

Marcel (Mendel) Langer, né en 1903 en Galicie orientale (actuelle Pologne), membre des brigades internationales puis résistant toulousain

Il est mort le 23 juillet 1943 à la prison Saint-Michel de Toulouse.

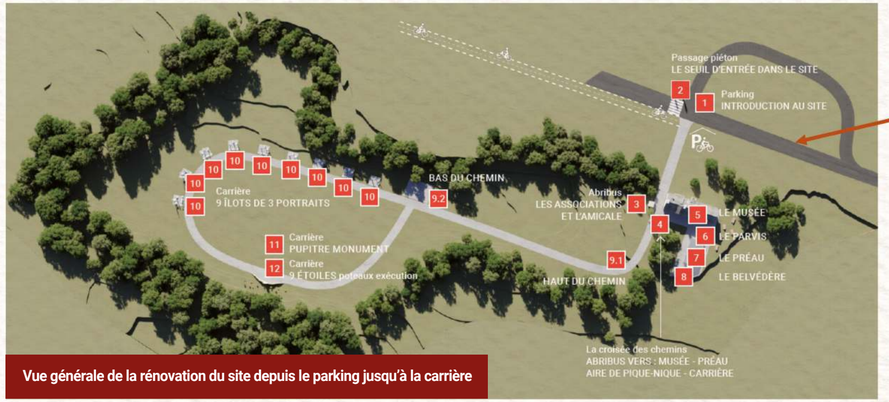


Photographie du monument « Les Sentinelles de la Mémoire» de Jorge Soler se trouvant sur la Promenade des Glacis à Besançon

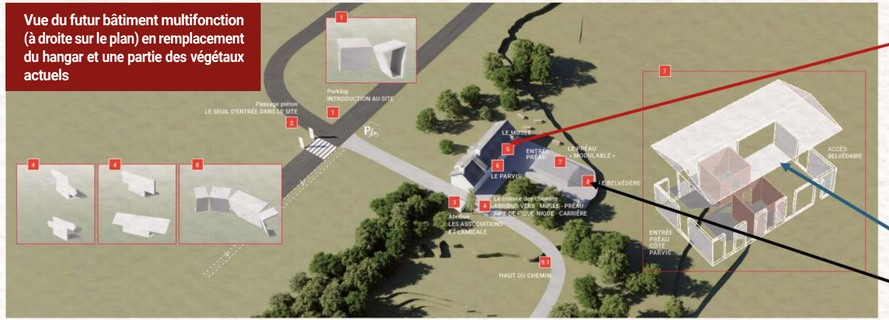


À Saint-Ouen, les supporters du Red Star continuent à honorer la mémoire de Rino Della Negra, dit Chattel (1923-1944), résistant italien fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien, joueur de football et soldat volontaire de l'armée française de libération, il faisait partie des 24 martyrs du groupe

Rénovation du site des Fusillés de Châteaubriant 1941-2031



Vue générale de la rénovation du site depuis le parking jusqu'à la carrière



Vue du futur bâtiment multifonction (à droite sur le plan) en remplacement du hangar et une partie des végétaux actuels



Le chantier a débuté !

Rejoignez-nous, participez à la grande souscription nationale !

Transmettons aux jeunes générations l'héritage de celles et ceux qui ont résisté jusqu'à en mourir. Aujourd'hui, en 2025, nous lançons un ambitieux projet de refonte des parcours de la Carrière des Fusillés du 22 octobre 1941 et du Musée de Châteaubriant. Ensemble, pour le 90e anniversaire de l'exécution, faisons de 2031 l'année d'un lieu renouvelé et ouvert à tous.

Souscrivez ici

« Ne jetez pas ce tract, faites le circuler »

«Mort pour la France» © Service Historique de la Défense



Programmation culturelle 2026-2027

Samedi 17 octobre 2026

À 14h : Ouverture du Musée de la Résistance
À 17h : Inauguration de l'exposition temporaire
Entrée libre et gratuite

Dimanche 18 octobre 2026

De 10h à 18h : Ouverture exceptionnelle du musée
Entrée libre et gratuite

Mercredi 18 novembre 2026

Rencontre pédagogique sur le thème du CNRD 2026-2027
Sur inscription – réservée aux enseignants et aux membres du jury

Samedi 22 mai 2027

De 14h à 21h : Nuits européennes des musées
Entrée libre et gratuite

Samedi 29 mai 2027

De 14h à 17h : Journée nationale de la Résistance
À 15h : Évocation artistique, textes et chansons
Entrée libre et gratuite

Samedi 18 et dimanche 19 septembre 2027

De 14h à 18h : Journées européennes du patrimoine
Entrée libre et gratuite

Musée de la Résistance

Installé dans une ancienne ferme située à proximité du site historique classé de la Carrière des Fusillés, le musée est inauguré en octobre 2001 par Maurice Nilès, président de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, à l'occasion des cérémonies du 60e anniversaire des exécutions de Châteaubriant, Nantes et Paris.

Propriété de l'Amicale depuis 1989, il a été aménagé avec l'aide du Musée de la Résistance nationale (MRN) à Champigny-sur-Marne (94). Depuis son ouverture, sa gestion et son animation sont confiées par convention à l'association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant (AMRC). Ces deux structures appartiennent au réseau MRN, qui rassemble 28 associations, musées et centre de ressources. Ce vaste ensemble réunit la plus importante collection du pays consacrée à la Résistance, labellisée « Musée de France » et rattachée aux Archives nationales. Reconnue d'utilité publique, l'institution bénéficie de l'agrément « jeunesse et éducation populaire ».
Fort de ce patrimoine d'intérêt national, sans cesse enrichi, le musée propose une découverte sur deux niveaux, répartie entre deux espaces permanents et une salle d'exposition temporaire.

AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Après l'accueil-boutique, le premier espace est dédié à la mémoire des otages fusillés et de leurs camarades internés au camp de Choisel à Châteaubriant, puis à Aincourt, Voves et Rouillé. Le parcours met en lumière la solidarité et l'esprit de résistance dont ces internés font preuve derrière les barbelés.

À L'ÉTAGE

Une première salle présente chaque année une exposition temporaire en lien avec le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, l'Académie de Nantes et les services départementaux de l'Éducation.
Plus loin, une autre salle évoque les résistances en Pays de Châteaubriant au moyen d'une frise chronologique et d'objets confiés par de nombreux habitants du territoire.

Riche de ces contributions et de l'engagement de ses partenaires, le musée demeure un lieu vivant, témoin de l'histoire et acteur de la mémoire collective.

Bonne visite



Ce catalogue est déclaré en " Dépôt légal - Livres " auprès de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Le musée est situé à l'entrée du site historique de la Carrière des Fusillés à 2 kilomètres du centre-ville de Châteaubriant, au lieu-dit de La Sablière (direction route de Laval).



Horaires d'ouverture

En visite libre :

- De septembre à juin : le mercredi et le samedi de 14h à 17h
- De juillet à août : du mardi au samedi de 14h à 18h

En visite guidée :

- Pour les groupes : du mardi au vendredi (sur réservation)
- Pour le grand public : tous les vendredis des vacances scolaires zone B
  Départ à 10h à l'accueil du musée

Fermeture :

- Le lundi, dimanche et jours fériés
- Annuellement de la mi-décembre à janvier

Musée de la Résistance de Châteaubriant

La Sablière, Carrière des Fusillés - 44110 CHÂTEAUBRIANT
02 40 28 60 36 / contact.musee.resistance@orange.fr

museeresistance_chateaubriant *museeresistance.chateaubriant*

musee-resistance-chateaubriant.fr

Collectivités, Institutions et partenaires de l'exposition

Le ministère de l'Éducation nationale
Inspection académique de Loire-Atlantique
Le ministère des Armées (Direction de la Mémoire, de la Culture et des Archives)
Le Conseil Régional des Pays de la Loire
Le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
La Communauté de Communes
Châteaubriant-Derval
Basse-Goulaine
Batz-sur-Mer
Bouguenais
Châteaubriant
Cordemais
Couëron
Divatte-sur-Loire
Erbray
La Chapelle-Launay
La Chapelle-sur-Erdre
Le Croisic
Montoir-de-Bretagne
Nantes
Pontchâteau
Rezé
Saint-Herblain
Saint-Joachim
Saint-Nazaire
Saint-Vincent-des-Landes
Savenay
Trignac

Mécènes privés partenaires de l'exposition

ARTELIA
ATP Atlantique Travaux Publics
BÉRIM
COCA Atlantique
Compagnie Charentaise de Construction
DEMATHIEU BARD Génie Civil
ECOPLAGE
EIFFAGE
ICI Pays de la Loire
LTPE
NGE
PAPREC
Patrick TUAL
SADE
SCE
FAYAT Fondations
SNCF
SOLETANCHE BACHY
SUEZ

Exposition réalisée par l'association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant

Michelle Abraham, Mélanie Albert, Jean-Claude Baron, Alain Bellet, Vincent Bourgine, Marie-Chantal Boutet, Éric Brossard (MRN), Chloë Duperrin, Laurence Feidt, Roland Feuvrais, Jean-Louis Gozalo, Aglaé Cotelle, Yann Le Greneur, Lucienne Méchaussie, Françoise Moreau, Éliane Nunge, Marie Raynaud, Pierre Raynaud, Justine Ragot, Laëtitia Schumacher, Nelly Touzet, Françoise Vasseur.

Le travail de mémoire pour cette exposition a pu se concrétiser, pour la partie iconographique et muséologique, grâce aux prêts, dons et implications directes des sociétés, leurs personnels et/ou militants ou particuliers :

Les centres d'archives
Archives nationales d'Outre-mer, Aix-en-Provence (13)
Service historique de la Défense (94)
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine (35)
Archives départementales de Loire-Atlantique (44)
Archives départementales de Mayenne (53)
Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (54)
Archives départementales du Lot (46)
Archives départementales des Hauts-de-Seine (92)
Archives départementales des Yvelines (78)
Archives communales de Versailles (78)
Archives de Courbevoie (92)
Archives municipales de Nantes (44)
Archives municipales de Saint-Nazaire (44)
Archives municipales de Paris (75)
Archives municipales de Strasbourg (67)
Archives du 5e arrondissement de Paris (75)
Archives de Pau (64)
Archives d'Arolsen, Allemagne
Centre Historique du Travail, Nantes (44)
Fédération Française de Tennis (75)
Office national des combattants et des victimes de guerre de Loire-Atlantique (44)

Musées et institutions patrimoniales
Réseau des Musées de la Résistance nationale, en particulier Éric BROSSARD
Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon
Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère
Musée national de l'histoire de l'immigration
Mémorial François Verdier Forain Libération-Sud
GrandPalaisRmn

Municipalités
Châteaubriant (44)
Divatte-sur-Loire (44)
Malakoff (92)
Toulon (83)

Associations
Amicale de Dachau
Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt
AREMORS
Anciens de Hoche, en particulier Louis-Aimé DE FOUQUIÈRES
Association Treillières au fil du temps, en particulier Loïc BONNET
Comité départemental du Souvenir, en particulier Carlos FERNANDEZ
Comité du souvenir du camp de Voves, en particulier Étienne EGRET, secrétaire mémoire
Comité de Paris, en particulier son président Philippe BEAUDELOT

Particuliers
Denis ROUX, Hilke DROEGE-KEMPF, Patrice MOREL, Marc GIOVANINETTI, Sylvie LEVREL, Serge ADRY, Nicolas BONNEFOIX, Francis PESLERBE, Louis POULHES,
Claude PENNETIER

En vous priant de bien vouloir nous excuser auprès de toutes celles et tous ceux dont nous aurions omis de mentionner le nom, et que tous en soient remerciés.

Conception graphique pour l'exposition et le catalogue :
Agence ZOAN / Châteaubriant - 44 - Tél. : 02 40 28 80 94 / www.zoan.fr

Impression : GOUBAULT Imprimeur / La Chapelle-sur-Erdre - 44 - Tél. : 02 51 12 75 75 / www.goubault.com

Livret offert, ne peut pas être vendu.